où l'on veut en venir avec cette politique impérialiste. Pour la même raison, je me propose, ce soir, de donner mon vote contre l'amendement soumis par l'honorable leader de l'opposition, lequel, à un moindre degré, est aussi entaché de cette teinte impérialiste. J'admets que l'impérialisme est à la mode. C'est la vogue du moment;—et les hommes politiques qui, sciemment ou inconsciemment, aiment à suivre le courant, se laissent porter par la vogue sans même savoir à quels rivages elle les jettera.

Je dois dire immédiatement que je n'ai pas de reproches à faire à mon honorable ami, le député d'Halifax. Je comprends parfaitement la position dans laquelle il se trouve. J'ai reçu il y a quelques jours,—comme probablement la plupart des députés l'ont reçu,—le rapport de la chambre de commerce d'Halifax pour l'année 1899. Les conclusions de ce rapport sont variées. Le premier paragraphe est consacré au commerce des nouveautés; le deuxième, aux épiceries en gros; le troisième, aux ferronneries; le quatrième traite de notre commerce avec les Indes Occidentales; le cinquième et dernier paragraphe proclame l'utilité de l'empire et se termine par la petite pièce de vers que voici :

Britain's myriad voices call :
Sons be welded each and all
Into one Imperial whole.
One with Britain, heart and soul,
One life, one flag, one fleet, one throne.

On passe ensuite au commerce des poissons séchés.

Quand un corps composé d'hommes d'affaires, chargés de s'occuper de questions de commerce, en est rendu à intercaler dans son rapport des vers aussi lyriques, je comprends dans quelle position se trouve placé le malheureux député qui a l'honneur de représenter ici une ville aussi poétique.

J'avoue que je ne m'inquiète pas outre mesure de ces déclarations enthousiastes, en vers ou en prose, et souvent même en prose où les vers se sont mis. Car cette répétition de chaque jour et de chaque heure ne peut avoir pour effet que d'opérer une réaction.

En Suède et en Norvège, on soumet les personnes atteintes de diphtérie à un régime homéopathique. On impose à ces malheureux l'obligation de ne manger et de ne boire que des aliments et des breuvages saturés d'alcool. Cela les amuse beaucoup au commencement; mais il vient un moment où cette absorption constante d'alcool les dégoûte à tel point qu'ils ne peuvent même sentir l'odeur de l'alcool. Ils sont guéris pour le reste de leurs jours.

À l'heure actuelle, les corps publics, les parlements, les conseils municipaux, les associations de commerce et de banque, enfin partout où deux ou trois ou cent impérialistes se rencontrent, ils traduisent leur enthousiasme en vers ou en prose. Une réaction devra bientôt s'opérer. Elle a déjà commencé en Australie. On me permettra de

lire la déclaration que vient de faire M. Walter Griffiths, député de l'Australie du Sud. Ce monsieur est en ce moment à Londres, occupé à surveiller l'adoption du "Commonwealth Bill" par la Chambre des Communes. Je traduis du New-York Herald :

La patience de l'Australie est usée jusqu'à la corde au sujet de ce projet de fédération. Nous avons dépensé trop de temps, de réflexion et d'argent au perfectionnement de ce projet, que notre peuple a ratifié, pour tolérer la moindre taquinerie de la part de Downing Street ou de Westminster. Nous n'avons pas l'intention de permettre que notre constitution serve à ratifier cette notion fautive qu'il est nécessaire à l'Australie de bâtir son nid sous les ailes de l'Angleterre

Nous sommes fidèles à la mère patrie, mais notre loyauté doit être absolument volontaire; le moindre soupçon de force compulsoire éloignerait notre peuple de l'empire sans rappel possible, et le résultat, c'est que les États-Unis d'Australie, une république conçue d'après le modèle américain, prendraient rang parmi les puissances indépendantes du globe Nous ne pouvons accepter aucun arrangement qui nous force à assumer tous les fardeaux et les responsabilités de l'Angleterre. Nous aimons la mère patrie et nous ferons tout ce qu'il est raisonnable d'accomplir pour la défendre dans ses tribulations, mais notre position et nos ressources nationales sont telles que nous devons refuser d'entrer dans une voie qui nous priverait de notre liberté d'action en présence de toute circonstance éventuelle.

Ici, la réaction sera plus lente; et la cause principale de ce retard, c'est cette question de race que l'on soulève à tout propos et, je pourrais dire, la plupart du temps hors de propos. Un certain nombre d'hommes politiques d'origine anglaise et un certain nombre des partisans de l'administration se croient obligés de faire de la loyauté pour contrebalancer ce que l'on appelle l'infidélité des Canadiens-français. D'un autre côté, certains Canadiens-français se croient obligés, pour détourner les attaques qu'on pourrait lancer contre eux, de prendre part à cette course au clocher et de devancer leurs concitoyens anglais dans la voie du loyalisme à outrance. De la sorte, les Canadiens-anglais arrivent à confondre la fidélité à la Couronne britannique avec le "jingoïsme," et les Canadiens-français, la platitude avec la conciliation.

Néanmoins la réaction se fera; et je ne crains pas d'affirmer qu'elle sera plus prompte et peut-être plus violente dans les provinces anglaises que dans celle de Québec, parce que nos concitoyens anglais devront revenir de plus loin. Nous en avons déjà certains indices. Il y a quelques semaines, l'Association des manufacturiers donnait un banquet à Toronto. Certains de ces messieurs, après s'être, à l'exemple de leurs concitoyens de la chambre de commerce de Halifax, prononcés en faveur de l'unité de l'empire, après l'avoir chantée en vers et en prose se sont dit: "Tout cela c'est bon mais revenons sur le terrain des affaires. Nous sommes très loyaux, nous voulons bien l'unité de l'empire mais à condition que cela